

nos universités chaque année. Les impacts de cette hausse sur la condition étudiante seront bien réels : surcharge de travail, explosion de l'endettement, plus grande précarité ; en sommes, rien pour favoriser la réussite scolaire.

Pour justifier ce dégel, le ministre des finances, Raymond Bachand, dit vouloir ajuster les frais à ce qu'ils étaient en 1968, proportionnellement au coût de la vie. Ce choix n'est pas innocent : c'est en 1968 que, cédant aux mouvements populaires, le gouvernement entamait la création du réseau public des cégeps et des universités du Québec. C'est pour protéger cet héritage que nous luttons aujourd'hui.

La manifestation du 10 novembre se veut une véritable démonstration de force. Personne n'est dupe : peu après avoir annoncé sa hausse, le gouvernement affirmait devant les médias que nos manifestations et nos grèves ne l'effrayaient pas. C'est pourquoi cette manifestation sera le dernier avertissement que nous donnerons au gouvernement avant de nous mobiliser vers une grève générale illimitée.

★ Pour une justice sociale

Si notre réaction est vive, c'est bel est bien parce que l'attaque est le coup de grâce portée à notre système public d'éducation ; non-seulement à cause de son ampleur — la hausse culminera avec 1625\$ de plus par étudiant-e-s par année universitaire —, mais aussi parce qu'à son terme les frais de scolarité seront indexés au coût de la vie. L'époque prendra fin si nous laissons passer cette hausse.

Mais l'attaque portée sur plusieurs fronts : à côté de cette hausse, le gouvernement annonce coupures sur coupures. Depuis 2009, les Cégep ont subis pas moins de trois vagues de coupures, et tout porte à croire qu'une quatrième sera annoncée l'année prochaine. Rappelons que ces mêmes cégeps — qui sont trop riches, nous dit le gouvernement — n'arrivent plus à accueillir tous les candidat-e-s par manque de ressources. L'an passé, 900 étudiant-e-s n'auront pas pu s'inscrire au collège dans la grande région de Montréal. À Maisonneuve, les cou-

« L'éducation est un droit, pas un privilège, ni un service offert à des client-e-s. »

pures ont déjà obligé l'administration à couper le poste d'intervenant psychosocial, qui offrirait pourtant un service essentiel.

Les coupures touchent d'ailleurs aussi le secteur de la santé, déjà affecté par la mise en place de la « taxe santé » de 200\$ par personne. Et puis, une ruineuse flotte dans l'air : le gouvernement s'approprierait à augmenter le coût des garderies de 7\$ à 10\$, bien sûr avec l'intention d'indexer le montant au coût de la vie par la suite.



Toutes ces coupures, le gouvernement les justifie en nous disant qu'il doit réduire les dépenses et que tout le monde doit faire sa « juste part ». Mais alors qu'en 1964, les impôts et les taxes sur le revenu provenaient à 62% des compagnies et à 38% des particuliers, les rôles sont aujourd'hui inversés : les individus contribuent à hauteur de 79% aux impôts et aux taxes tandis que cette contribution atteint un maigre 21% pour les entreprises. Peut-on dire que celles-ci font toujours leur « juste part » ?

Tant que nous ne ferons rien, Charest et ses ministres continueront leurs coupes à blancs dans nos services publics, réduisant toujours la « juste part » des sacro-saintes entreprises à la société.

★ Pour une lutte collective

L'EDUCATION n'est pas un investissement personnel, c'est une responsabilité collective. Nul besoin d'être sociologue pour savoir qu'une société plus éduquée est une

société où il fait bon vivre. Chaque citoyen-ne a intérêt à vivre dans une société éduquée.

L'éducation est un droit, pas un privilège, ni un service offert à des client-e-s. Le savoir n'appartient à personne car il appartient à tout le monde ; c'est l'héritage humain, profondément enraciné dans notre Histoire.

Défendre notre éducation contre les efforts du gouvernement pour la réduire à une simple marchandise est une responsabilité collective.

Historiquement, la grève est l'un des moyens les plus utilisés par les syndicats et les groupes sociaux pour faire valoir leurs revendications. Elle permet notamment de mettre une pression économique réelle en paralysant la production ou l'offre de services. En bref, faire la grève, c'est bloquer un engrainage. Mais la grève n'est pas un simple moyen de pression, c'est aussi un choix politique important. Voter pour la grève, c'est affirmer que Maisonneuve est prêt à se mobiliser pour lutter. Plus encore, cela signifie que les étudiants et les étudiantes assument collectivement l'effort de lutte. Si nous votons fort de lutte, contre une grève d'une journée, les gens qui veulent aller manifester seront pénalisés. En forçant le collègue à fermer ses portes le 10 novembre, nous permettons à chacun et à chacune de descendre dans les rues pour défendre l'éducation sans craintes de représailles.

La grève est aussi un message médiatique fort. Une grève victorieuse — même si elle ne dure qu'une seule journée — rappelle à la population qu'il existe encore des gens qui luttent pour une justice sociale. Elle nous rappelle que devant l'urgence de la situation, des gens de plus en plus nombreux mobilisent.

Le gouvernement Charest veut la peau de l'accessibilité aux études ; en se cachant derrière des mensonges, il justifie une hausse qui aura un impact réel sur les conditions de vie des étudiants et des étudiantes. Ainsi, la sentence est tombée : étudiants en plus inéquitable, de plus en plus élitiste, il faut agir. Le 8 novembre sera l'occasion de faire le choix de résister et de se lever ensemble.

« Ainsi, la sentence est tombée : devant un Québec de plus en plus inéquitable, de plus en plus élitiste, il faut agir. »

ENSEMBLE,
BLOQUONS
LA HAUSSE.

www.asse-solidarite.qc.ca

Lors de sa dernière Assemblée Générale, la Sogéecom adoptait les revendications suivantes :

- ✱ *Contre toute hausse de frais dans une perspective de gratuité scolaire sans considération pour l'origine des étudiant-e-s ;*
- ✱ *Pour une éducation de qualité, libre de l'ingérence du privé ;*
- ✱ *Contre les compressions budgétaires affectant les cégeps et l'ensemble des services publics.*

Les étudiants et les étudiantes de Maisonneuve se joignent ainsi à un mouvement national, porté par de nombreuses associations étudiantes du Québec. Beaucoup d'associations ont d'ailleurs des Assemblées de Grève à leur calendrier en prévision de la manifestation du 10 novembre. Le 8 novembre prochain, ce sera à Maisonneuve de décider si elle prête ou non à se joindre au mouvement étudiant national.

sog^{ee}com

Assemblée Générale de Grève

Le 8 novembre 2011
Au Gymnase C-3000 à 12h

✱ Ordre Du Jour ✱

0. Procédures d'ouverture
 - 0.1 Ouverture
 - 0.2 Præsidium
 - 0.3 Lecture & adoption de l'ordre du jour
 - 0.4 Lecture & adoption du P.V.
 - 0.5 Avis de motion

1. Grève
 - 1.1 Plénière
 - 1.2 Délibérante

2. Procédures de clôture
 - 2.1 Varia
 - 2.2 Levée

Pourquoi entrer
en Grève
le 10 novembre



✱ Organiser la riposte

LE 10 novembre prochain, les étudiants et les étudiantes descendront dans les rues de Montréal pour manifester. Malgré les divergences entre les revendications des différentes associations, une chose fait consensus : le dégel annoncé par le gouvernement est une attaque historique portée au système d'éducation public. Déjà, de nombreuses associations étudiantes ont prévu la tenue d'une Assemblée Générale de Grève dans le but d'entrer en grève pour cette manifestation. Maisonneuve ne fait pas exception : le 8 novembre prochain, ce sera à notre tour de décider si nous serons en grève le 10 novembre.

Récemment, une étude du Comité Consultatif sur l'Aide Financière aux Études (le CCAFÉ, un organisme gouvernemental) confirmait ce que beaucoup craignaient déjà : la hausse annoncée empêchera 7000 étudiant-e-s d'aller sur les bancs de